



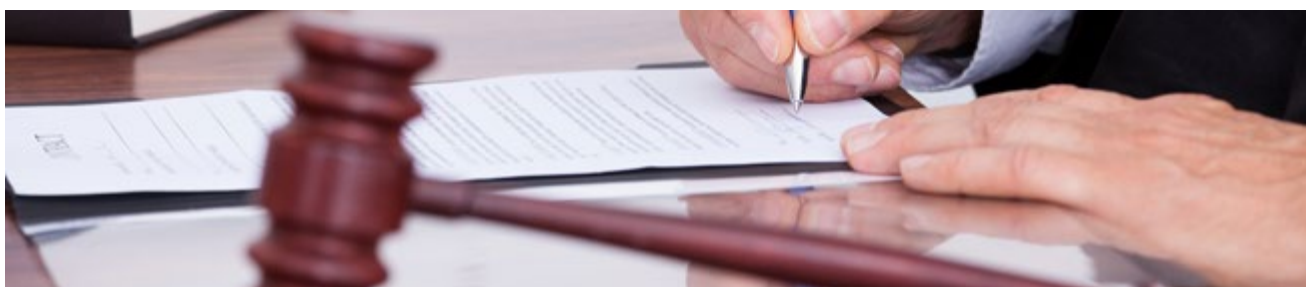
CRJ

→ www.crj.univ-reunion.fr

👤 Directeur : **Olivier DESAULNAY**
 ✉ olivier.desaulnay@univ-reunion.fr
 ☎ +262(0) 262 93 84 15
 📍 **Faculté de droit et d'économie,**
Université de La Réunion
15 Avenue René Cassin CS 92003
97744 SAINT-DENIS Cedex 9

Centre de Recherche Juridique

Statut : *Equipe d'Accueil de l'Université de La Réunion (EA 14).*



ACTIVITÉS DE RECHERCHE

Thématiques de recherche

Le CRJ appartient à la fédération de recherche OSOI de l'Université.

- Groupe de recherche en droit de l'Outre-mer et de l'océan Indien
- Groupe de recherche en droit de l'entreprise et des contrats d'affaires
- Groupe de recherche en droit des biens et des personnes
- Groupe de recherche en droit transnational

PUBLICATIONS MAJEURES

- Plus de 150 publications annuelles
- Ouvrage collectif fondamental : SEUBE Jean-Baptiste, Technique contractuelle, Francis Lefebvre, 4ème éd., 2010, avec J.-M. Mousseron, P. Mousseron, J. Raynard
- Recherche collective sous la dir. de la co-directrice du CRJ, responsable de l'axe 2 : Dr. ZATTARA-GROS Anne-Françoise, ouvr. Coll. « Bioéthique et genre » (dir.), LGDJ 2013
- Publication originale portant sur l'axe 3 : Pr. Laurent SERMET, Une anthropologie juridique des droits de l'homme. Les chemins de l'Océan indien, Paris, Agence universitaire de la francophonie éd., Edition des archives contemporaines, nov. 2009, Préface d'Abdou Diouf et postface de David Anoussamy, 266 pages
- Recherche collective originale sous la dir. du co-directeur du CRJ, responsable de l'axe 4 : Droit et olympisme, colloque organisé à la Faculté de droit et d'économie de La Réunion, 5 septembre 2012, avec notamment la participation de M. Bruno GENEVOIS (président de section honoraire au Conseil d'État et président de l'Agence française de lutte contre le dopage), PUAM, 2013
- Ouvrage incontournable : PUIG Pascal, Contrats spéciaux, Dalloz, coll. Hypercours, 4e éd. 2011 (775 p.), 1re éd. 2005, 2e éd. 2007, 3e éd. 2009

OFFRE EXPERTISES

Le CRJ a le plaisir et l'ambition d'être le centre référent en droit de l'outre-mer. De la spécificité institutionnelle à l'adaptation des règles de fond, la pluridisciplinarité fait sa force dans cette matière.

Afin de structurer notre recherche, tout en tenant compte de notre environnement, quatre axes ont été dégagés qui, d'une part, intègrent notre dimension ultra-marine et, d'autre part, s'appuient sur des

formations de qualité dispensées au sein de l'UFR Droit et Economie :

- Groupe de recherche en droit de l'Outre-Mer et de l'Océan Indien ;
- Groupe de recherche en droit de l'entreprise et des contrats d'affaires ;
- Groupe de recherche en droit du patrimoine et des personnes ;
- Groupe de recherche en droit et phénomènes transnationaux.

De plus :

- Nombreuses formations professionnelles dans toute la zone auprès des avocats, notaires, magistrats... ;
- Consultations gouvernementales auprès de pays de la zone (Madagascar, Mozambique...);
- Petits déjeuners de formation et de relations entre l'Université et les professionnels de l'île ;
- Diplôme supérieur du Notariat en relation avec la Chambre des Notaires.

Plateaux techniques et équipements de pointe

- Salle de documentation (3^{ème} étage de la Faculté de droit et d'économie) avec postes de travail
- Plus de 30 000 ouvrages et une trentaine d'abonnements aux revues juridiques de droit public et privé
- L'accès à la grande majorité des bases de données juridiques (Dalloz, Lamy, Lexisnexis, Doctrinal, Cairn, Le Moniteur, RCADI...)

COLLABORATION

Le CRJ est le seul centre de recherche juridique européen de l'hémisphère sud et de l'océan Indien, et nos liens particuliers avec l'Afrique du Sud, le Mozambique, l'Australie, Madagascar, l'Île Maurice ou l'Inde témoignent de la présence française dans la zone.

Zone Océan Indien : Université de Reding (Ile Maurice), Université de Fianarantsoa et Antananarive (Madagascar), Centre des droits de l'homme de Prétoria (Afrique du sud) notamment.

Désir(s) de collaboration

Les axes de coopération :

- Droit de l'Outre-Mer et de l'océan Indien ;
- Droit de l'entreprise et des contrats d'affaires ;
- Droit du patrimoine et des personnes ;
- Droit et phénomènes transnationaux.